



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Décision n° DRIEAT-SCDD-2021-026 et 2021-5412 du ^{12 MAI 2021} mai 2021
Portant obligation de réaliser une évaluation environnementale
en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement

**LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
PRÉFET DE PARIS
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU
MÉRITE**

VU la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2, R.122-3 et R.122-3-1 ;

VU le décret n° 2020-844 du 3 juillet 2020 relatif à l'autorité environnementale et à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas ;

VU le décret du 22 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Marc GUILLAUME en qualité de préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris ;

VU l'arrêté préfectoral n° IDF-2021-03-31-00013 du 31 mars 2021 de monsieur le préfet de la région d'Île-de-France portant délégation de signature en matière administrative à Madame Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU l'arrêté n° DRIEAT-IDF-2021-0008 du 7 avril 2021 portant subdélégation de signature en matière administrative de Madame Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, à ses collaborateurs ;

VU le décret du 21 avril 2016 portant nomination de monsieur Michel Lalande en qualité de préfet de la région Nord-Pas-de-Calais Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord (hors classe).

VU le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France.

VU l'arrêté préfectoral du 17 avril 2020 portant délégation de signature à monsieur Laurent Buchaillat, secrétaire général pour les affaires régionales Hauts-de-France ;

VU l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

VU la demande d'examen au cas par cas n° F01121P071 relative au projet de réalisation des opérations de dragage du canal de l'Ourcq dans le cadre d'un nouveau plan décennal de 2024 à 2034 portant sur les départements de l'Aisne, l'Oise, Paris, la Seine-et-Marne et la Seine-Saint-Denis, reçue complète le 1er avril 2021 ;

VU les consultations de l'agence régionale de la santé d'Île-de-France et de l'agence régionale de santé Hauts de France en dates du 2 avril 2021 et du 3 mai 2021 ;

VU la décision implicite de soumission à évaluation environnementale du 6 mai 2021 ;

Considérant que le projet consiste à obtenir le renouvellement de l'autorisation de réaliser les opérations de dragage d'entretien régulier du canal de l'Ourcq dans le cadre d'un nouveau plan décennal de 2024 à 2034, le réseau fluvial concerné, long d'environ 130 kilomètres, étant composé de deux unités hydrographiques cohérentes distinctes (UHC) :

- le « canal à petit gabarit », du Port aux perches à Silly-la-Poterie (02) aux Pavillons-sous-bois (93) (incluant la rivière Ourcq canalisée sur 11 km entre Silly-la-Poterie (02) et Mareuil-sur-Ourcq (60)),

- et le « canal à grand gabarit » qui comprend le canal de l'Ourcq des Pavillons-sous-Bois (93) au Bassin de la Villette, le canal Saint-Denis à grand gabarit de la gare circulaire jusqu'à la Seine en aval de Paris, et le canal Saint-Martin du bassin de la Villette jusqu'au port de l'Arsenal ;

Considérant que le projet consiste en des opérations de dragage en vue de l'entretien d'un cours d'eau ou de canaux, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année supérieure à 2 000 m³ et qu'il relève donc de la rubrique 25 b) « Projets soumis à la procédure de cas par cas » du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- le renouvellement de l'autorisation est sollicité par la Ville de Paris (Service des canaux de la Ville de Paris) pour la période 2024-2034 ; l'objectif est de maintenir un volume et un rythme de dragage suffisants, pour garantir la fonctionnalité hydraulique du réseau fluvial (navigation, développement touristique et commercial et adduction en eau non potable de Paris) ; il est prévu de ne pas dépasser 12 000 m³ par an pour le petit gabarit et 100 000 m³ sur 10 ans pour l'UHC grand gabarit, soit 220 000 m³ estimés sur 10 ans (y compris l'opération projetée du chômage du canal Saint-Denis, estimée à 50 000 m³) ;

- les opérations de dragage s'effectueront à l'aide de moyens mécaniques (pelle mécanique sur ponton) ; elles ont lieu au droit de zones d'envasement privilégiées, soit : pour le petit gabarit, les écluses, les virages de la rivière Ourcq canalisée ainsi que au droit du canal de Clignon et du canal d'amenée de la Théroutte ; pour le grand gabarit, des zones comme l'intérieur de certaines courbes, les ports, les gares de retournement mais également sur la totalité du canal Saint-Denis et du canal Saint-Martin lors des opérations de chômage ; plus d'une trentaine de sites sont ainsi identifiés ;

- les filières d'élimination des sédiments dragués seront : transport des matériaux par voie fluviale dans des barges puis par camion vers les vasières de la Ville de Paris situées en Seine-et-Marne (Congis, Vignely, Charmentray) pour stockage temporaire, ressuyage, et valorisation (reconstitution de sol pour des parcelles agricoles situées à Mareuil-sur-Ourcq (60) et Fresnes-sur-Marne (77), aménagements paysagers, consolidation de berge, comblement de chemin de service), ou vers des installations de stockage de déchets en fonction du degré de pollution, ISDI ou ISDND principalement (pour le grand gabarit principalement) ;

Considérant la localisation du projet :

- dans des ZNIEFF de type I (de Port-aux-Perches à la Ferté-Milon, de Marolles à Mareuil sur Ourcq et au niveau de Neufchelles.) ou II (de Neufchelles à Lizy-sur-Ourcq et du point kilométrique 75 jusqu'à Varreddes) ;
- dans le site Natura 2000 ZPS FR1112013 « sites de Seine-Saint-Denis à Sevran (mais sans dragage sur la section concernée selon le dossier) et à proximité de la ZPS « FR1112003 - Boucles de la Marne » (qui n'inclut toutefois pas d'espèces aquatiques protégées selon le dossier) entre Trilbardou et Charmentray et au niveau de Congis-sur-Thérouanne ;
- à l'amont du réseau, le lit majeur de la rivière Ourcq canalisée correspond à une zone humide ;
- à proximité de captages d'eau destinés à la consommation humaine (dont 13 captages à moins de 500 m pour le petit gabarit, et 5 à Pantin) ;
- dans un territoire qui, notamment en Seine-Saint-Denis, connaît une dynamique d'aménagement très forte (un potentiel de 10 000 logements à construire est identifié sur la section entre Pantin et Bondy, cinq ports doivent être confortés ou réalisés sur cette section, etc...)

Considérant les incidences prévisibles du projet sur l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures et caractéristiques destinées à éviter ou réduire ces incidences, notamment sur :

- les nuisances et pollutions générées par les opérations de dragage : pour les riverains, notamment en zone dense ; pour l'avifaune notamment en sites Natura 2000 ;
- la qualité des eaux en aval du chantier, notamment sur leur turbidité (teneur en matières en suspension). Un suivi de la qualité des eaux est effectué en cours d'opération : mesure de suivi toutes les deux heures des paramètres pH, température, oxygène dissous et turbidité. En cas de dépassement du seuil d'alerte en oxygène dissous les travaux sont interrompus ;
- sur les zones de frayères (envasement, destruction) et la faune aquatique, même si des mesures sont prévues par le maître d'ouvrage (pas de dragage sur la rive droite du canal hors zones à enjeu pour la sécurité des digues, pas de dragage à moins de 1,50 mètres des berges, pas de dragage en période de fraie à l'exception de la rivière Ourcq canalisée, aménagements écologiques en bord de canal). Une cartographie des impacts piscicoles potentiels a été réalisée, mais elle doit être actualisée pour évaluer de manière plus précise les zones de refuge, les mesures d'évitement prises, ainsi que l'efficacité des aménagements réalisés pour compenser les impacts les plus forts des opérations de dragage sur d'anciens sites ;
- la gestion des sédiments dragués, qui ont le statut de déchet dès leur extraction et sont évacués vers des filières d'élimination agréées correspondant à leurs caractéristiques. Le service des canaux souhaite poursuivre la valorisation des sédiments inertes et non dangereux comme alternative au stockage dans une logique d'économie circulaire. La capacité des vasières à accueillir les déchets mérite d'être confirmée. Le dragage, l'entreposage, le transport et la valorisation des sédiments sont susceptibles d'engendrer des pollutions et des émissions de gaz à effet de serre qu'il convient d'évaluer et auxquelles il est nécessaire d'appliquer la séquence éviter, réduire, compenser ;
- étant noté que le dossier annonce une réduction des volumes de sédiments à draguer par rapport au maximum autorisé actuellement ; une évaluation globale du plan paraît nécessaire, sur la base de données actualisées (bathymétrie, efficacité des aménagements, sites à enjeux, qualité et modalités de gestion des déchets, etc.) ;

DÉCIDE

Article 1: Le projet de renouvellement de l'autorisation du plan décennal de dragage du canal de l'Ourcq portant sur les départements de l'Aisne, l'Oise, Paris, la Seine-et-Marne et la Seine-Saint-Denis nécessite la réalisation d'une évaluation environnementale, devant se conformer aux dispositions des articles L.122-1, R.122-1 et R.122-5 à R.122-8 du code de l'environnement.

Les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de l'évaluation environnementale du projet sont explicités dans la motivation de la présente décision. Ces derniers s'expriment sans préjudice de l'obligation pour le maître d'ouvrage de respecter le contenu de l'étude d'impact, tel que prévu par l'article R.122-5 du code de l'environnement.

Ils concernent notamment :

- les incidences des différentes opérations sur les milieux aquatiques, notamment les captages, les frayères, et sur les sols des installations à terre ;
- la gestion des sédiments ;
- les incidences des pollutions atmosphériques et émissions de gaz à effet de serre.

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 : En application de l'article R.122-3-1 (IV) précité, la présente décision sera publiée sur le site Internet des préfetures de région, de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France. Elle devra également figurer dans les dossiers soumis à enquête publique ou mis à disposition du public conformément à l'article L.122-1-1.

Pour le préfet de la région Hauts-de-France et par
délégation,
le Secrétaire Général pour les affaires régionales



Laurent BUCHAILLAT

Pour le préfet de la région d'Île-de-France, préfet
de Paris, et par délégation,
Pour la directrice régionale et
interdépartementale de l'environnement, de
l'aménagement et des transports d'Île-de-France,

La directrice adjointe



Claire
GRISEZ

Signature numérique
de Claire GRISEZ
Date : 2021.05.11
18:00:35 +02'00'

Voies et délais de recours

S'agissant d'une décision portant obligation de réaliser une étude d'impact, un recours administratif préalable gracieux est obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, conformément en cela aux dispositions de l'article R.122-3-1 VII du code de l'environnement.

- **Recours administratif gracieux :**

Le recours gracieux obligatoire doit être formé dans le délai de 2 mois à compter de la notification ou publication de la décision ; il a pour effet de suspendre et proroger le délai de recours contentieux.

Le recours est adressé à :

Monsieur le préfet de la région d'Île-de-France
Adresse postale : DRIEAT IF – 12 Cours Louis Lumière
CS 70027 – 94307 VINCENNES CEDEX

Préfecture de la région Hauts-de-France
12 rue Jean-Sans-Peur – 59 800 LILLE

- **Recours administratif hiérarchique :**

Le recours hiérarchique, qui peut être formé auprès de la ministre de la transition écologique, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision, n'a pas pour effet de suspendre et proroger le délai du recours contentieux.

Le recours est adressé à :

Madame la ministre de la transition écologique
Ministère de la transition écologique
92055 Paris La Défense Cedex

- **Recours contentieux :**

Tribunal administratif compétent
(Délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux).